



> <b>MANIFESTE DES MILIEUX ECONOMIQUES:</b> 450 personnalités de l'économie s'opposent à l'initiative COSA	PAGE 3
> <b>POLITIQUE FINANCIÈRE:</b> l'explosion des coûts sociaux dessine de sombres perspectives pour le plan financier du Conseil fédéral	PAGE 5
> <b>INTERNATIONAL:</b> la Suisse doit réorienter sa politique économique extérieure	PAGE 8

## EDITORIAL

### Formation et recherche: des contenus, pas des pour-cent

Notre nouveau système de formation, de recherche et



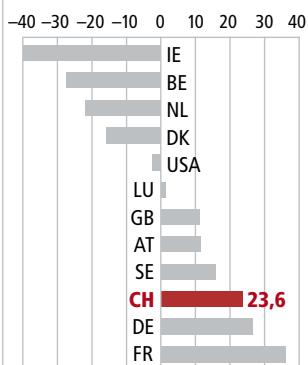
Rudolf Ramsauer, directeur

d'innovation ne doit pas buter sur la question des finances. Nous soutenons pleinement le Conseil fédéral lorsqu'il affirme que ce

domaine est prioritaire. La querelle actuelle sur de simples taux budgétaires n'a guère de sens. Elle détourne de la question décisive : de quels contenus et de quelles structures notre futur système de formation et de recherche a-t-il besoin ? C'est sur ces points essentiels qu'il faut poursuivre la discussion, non sur des chiffres abstraits.

## STATISTIQUES

Comparaison internationale des taux d'endettement brut en 2004 (en pourcent du PIB)



Source: Rapport sur la dette; OCDE, Economic Outlook N° 78



Ueli Forster préside economiesuisse depuis 5 ans.

## Journée de l'économie: des propos et des exigences clairs

Lors de la Journée de l'économie, le 1<sup>er</sup> septembre à Zurich, Ueli Forster a estimé qu'economiesuisse continuera de jouer un rôle décisif à l'avenir.

Dans son rapport, Ueli Forster a tiré un bilan positif de ses cinq ans de présidence: «economiesuisse est plus forte que jamais dans ses compétences fondamentales». Ce constat est d'autant plus important que l'éloge de soi n'a pas sa place en une période de tensions internes au sein des associations.

### Exigences accrues envers les entreprises et les associations

Toutefois, l'appel aux réformes formulé par certains de nos membres est à prendre au sérieux, a affirmé le président: «Plus vite le monde évolue, plus les attentes individuelles des entreprises et des branches, et

donc des associations, se différencient». Ce sont toujours les grands principes de politique économique qui nous guident, mais la question qui se pose le plus souvent est de savoir si nous tenons notre rang dans la concurrence internationale. En ce qui concerne la politique européenne, a déclaré M. Forster, l'eurocompatibilité n'est plus seule au premier plan, il faut aussi se soucier d'eurocompétitivité.

### Politique économique «promotionnelle»

Dans une économie mondialisée, la politique économique est d'abord une politique de promo-

tion économique. Sur cette toile de fond, chaque branche pondère ses intérêts différemment, d'où un potentiel de divergences. S'il est juste que chaque association cherche à se profiler, cela ne signifie pas que tout désaccord prétendu ou effectif doive être porté sur la place publique. M. Forster en a donc appelé aux membres pour qu'ils débattent entre eux des problèmes, pour préserver le crédit de l'économie. Il s'est montré confiant par rapport à d'éventuels changements stratégiques au sein de l'association faîtière: «Toute réforme d'économie-

SUITE EN PAGE 2

suisse n'a de sens que si elle contribue à soutenir les efforts visant à optimiser la qualité de la place économique – au-delà des intérêts des différentes branches».

### La concurrence entre sites – l'Europe à l'épreuve

Orateur invité, Ernest-Antoine Seillière, président de l'UNICE, a plaidé en faveur d'un nouveau souffle pour l'Europe. La communauté européenne vit actuellement une véritable crise, alors que l'économie mondiale est en plein essor. M. Seillière s'est dit convaincu de la vigueur économique de l'Europe des 25. Il a affirmé qu'un nouvel effort s'imposait au chapitre de la Constitution européenne. Indépendamment de cela, l'UNICE a formulé six priorités auxquelles il s'agit de s'atteler rapidement:

**«ECONOMIESUISSE EST PLUS FORTE QUE JAMAIS»**

les réformes destinées à stimuler la croissance et l'emploi, l'intégration du marché intérieur européen, un gouvernement de l'UE plus efficace, la lutte contre le protectionnisme national, la mise en valeur des avantages de l'élargissement et l'assainissement durable des systèmes sociaux. La Finlande démontre que des réformes radicales permettent d'amorcer un tournant.

### La stabilité politique

Moritz Leuenberger, président de la Confédération, a souligné l'importance de la collaboration entre Etat et économie privée. L'Etat a besoin d'une économie prospère. A l'inverse, l'économie a besoin d'un Etat ayant les moyens d'agir. On perdrait trop souvent de vue cette idée lorsqu'il est question de réexaminer les tâches de la Confédération. L'économie et la politique doivent collaborer pour maîtriser les mutations structurelles. ■

**Pour toutes questions:**  
fredy.mueller@economiesuisse.ch



▲ Moritz Leuenberger, président de la Confédération et chef du DETEC, Ernest-Antoine Seillière, président de l'UNICE, Marcel Ospel, président du conseil d'administration de UBS, Rita Fuhrer, directrice du Département de l'économie du canton de Zurich.

◀ Christoph Franz, CEO de Swiss International Air Lines, Thomas Knecht, directeur de McKinsey & Company.

◀◀ Ueli Forster, président d'economiesuisse et président du conseil d'administration de Forster Rohner SA, Katja Stauber, modératrice de SF DRS.

◀◀◀ Franz U.Schmid, directeur, et Walter Anderau, président de BISCOSUISSE et CHOCOSUISSE.

▼ Konrad Studerus, directeur de l'Union des brasseries suisses et secrétaire général de l'Association suisse des sources d'eaux minérales et des producteurs de soft-drinks, Hannes Germann, conseiller aux Etats du canton de Schaffhouse, Tony Wohlgensinger, président d'auto-suisse

# L'économie refuse COSA

**Quelque 450 personnalités de l'économie suisse ont signé un manifeste appelant le souverain à refuser l'initiative «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS». L'AVS a besoin avant tout de croissance économique. L'initiative COSA est dangereuse, car elle mêle politique monétaire et politique sociale. Elle représente un risque pour le franc, la place économique, la prospérité et l'emploi, sans apporter de solution durable pour l'AVS. Elle priverait en outre la Confédération et les cantons de ressources financières et ferait planer le spectre de nouveaux impôts. En revanche, si COSA est rejetée, l'AVS ne perdra rien, mais encaissera 7 milliards de francs bien réels grâce au contre-projet.**

## Les signataires:

Martin Ackermann, Chantal Aeby Pürro, Paul Aenishänsli, Stefan Aeschlimann, Thomas Allemann, Lorenz Altenbach, Urs Althaus, Ruedi Amsler, Claudine Amstein, Peter Athanas, Marino Baldi, Michel Balestra, Martin Balters, Martin Baltisser, Michel Barde, Urs Baschung, Thomas Baseglia, Jean-Claude Baudoin, Teresa Baumgartner, Kurt Baumgartner, Peter Baumgartner, Beat Baumgartner, Arthur Beck, Edy Belloli, Hans-Ruedi Benz, Adrian Bergmann, Christian Berlovan, Rico Bertini, Ueli Betschart, Gérard Biétry, Hans-Ulrich Bigler, Niklaus Bleiker, Guy-Philippe Bolay, Andreas Bosshard, Sven Bradke, Willy Brehm, Guglielmo L. Brentel, Frank Brinken, Urs Bruhin, Christoph Brühlmeier, Christian Bubb, Christian Budry, Bernhard Bühler, Gerold Bühler, Peter Buomberger, Hans Bürge, Daniel Burki, Hans-Ulrich Burri, Rochus Burtscher, Claudio Camponovo, Aleardo Cattaneo, Philippe Choffat, Clo Duno Conrad, Abraham Conrad, Claude R. Cornaz, Jacques-Roland Coudray, Jean Pierre Cuoni, Martin Dätwyler, Thomas Daum, Fabio De Angelis, Flavio De Nando, Philippe de Preux, Michel Derobert, Peter Dietrich, Max C. Diggelmann, Marc Diserens, Rolf Dörig, Bruno Dörig, Werner Dubach, Michele Ducret, Heinz Dudli, Heinz Düring, Lucius Dürr, Josef Dürr, Wolfgang Durrer, Adalbert Durrer, Peter Eckert, Marc Eckold, Peter Edelmann, Hanspeter Egli, Peter Eisenhut, Claudia Ellenberger, Markus Ellenberger, Jürg Emch, Thomas Engel, Edi Engelberger, Marco Ettisberger, Thierry Fauchier-Magnan, Martin Fehle, Thomas Fischer, Theo Fischer, Sylvia Flückiger-Bäni, Adrian Flury, Ueli Forster, Thomas Frank, Christoph



Franz, Pirmin Frei, Max Fritz, Luc Frutiger, Lieni Füglistaller, Roland Fürst, Fred W. Gaegauf, André Galiotto, Fritz Gantert, Ronald Ganz, Olivier Gardiol, Hans Geiger, Heribert O. Geisser, Stefan Gerber, Jean-Frédéric Gerber, Markus Gericke, Thomas Germann, Roman Germann, Hans-Rudolf Germann, Hannes Germann, Hilmar Gernet, Jürg Gerster, Heinrich Gietz, Vincent Gigandet, Gisèle Girgis-Musy, Helmuth Graf, Calvin Grieder, Gustav Grisard, Felix Grisard, Jean-Michel Gros, Walter Gruebler, Peter Grüschow, Thomas Gsponer, Douglas C. Günthardt, Erich Güpfer, Ueli Gut, Roger E. Guterson, Angela Gut-Wetli, Barbara Gutzwiler, Willy Haderer, Rudolf Hadorn, Jürg Haefeli, Peter Hagen, Henri Haller, Kuno Hämisegger, Randolph Hanslin, Markus Hänzi, Rolf Hartl, Ueli Hartmann, Edwin Hasler, Magnus Hästö, Paul Hatebur, Daniel Hauri, Rudolf Hauser, Balthasar Heer, Peter Hegglin, Emil Heinzelmann, Thomas Helbling, Thomas Held, Christian Helfenstein, Jean-Marc Hensch, Max Herzig, Daniel Hess, Markus Hess, Hanspeter Hess, Daniel Heuer, Florian Hew, Gilbert Hürzel, Beat Hodler, Otto Fritz Hofstetter, Karl Hofstetter, Anders Holte, Walter Hönes, Markus Hongler, Thomas Huber, Martin Huber, Silvia Huber, Erwin Huber, Peter Huber, Silvia Huber, Rudolf Hug, Rudolf Hug, Franz B. Humer, Konrad Hummler, Max R. Hungerbühler, Felix Hunziker-Blum, Bruno Hüppi, Walter Hürbin, Peter

Hürsch, Otto Ineichen, Rolf Iselin, Thomas Isler, Heinrich Isler, Walter Iten, Pierre Jaccoud, Alexander Jäger, Daniel R. Jagmetti, Marc Jaquet, Ulrich Jehle, Régis Joly, Alexander Jost, Christoph Juen, Charles Juillard, Gaby Juillard, Karin Jung, Oscar A. Kambly, Peter Kamm, Armin Käser, Thomas Kaufmann, Urs Kaufmann, Joachim Kaufmann, Christian Kauter, Christian Kauter, Daniel Keist, Andreas W. Keller, André Keller, Patrick Kessler, Walter B. Kielholz, Fritz Kilchenmann, Rolf Kissling, Bernard Köchlin, Michael Kohn, Heinrich Koller, Josef Krummenacher, Stefan Kuhn, Martin Kuhn, Matthias Kummer, Gregor Kündig, Hans Georg Kuny, Lukas Kunz, Klaus Künzli, Paul Kurrus, Markus Laager, Fredo Landolt, Karljörg Landolt, Albert Lauper, Ruedi Leder, Thomas Leemann, Christoph Leemann, Helen Lehmann, Markus Lehnerr, Andres Leuenberger, Philippe Lévy, Gustav Lienhard, Christoph Lindenmeyer, Hermann Lippl, Arthur Loepfe, Ulrich Jakob Looser, Kurt Loosli, Rolf Lüpke, Bruno Lurati, Jürg Lüthi, Heinz Lutz, Peter Maag, Marc Mächler, Christoph Mäder, Pierre-Luc Maillefer, Jean-Maurice Maître, Nicole Mamie, Manfred Manser, Marcel Margot, Alfred Markwalder, Jürg Marti, Wolfgang Marti, Wolfgang Martz, Bohumil Matousek, Ernesto Maurer, Didier Maus, Josef Maushart, Daniel Meier, Josef Meier, Richard Meier, Willi Menth, Martin Meyer, Pierre-André Meylan, Heinz Michel, Pierre Mirabaud, Yves Mirabaud, Klaus Mlejnek, Christian Modl, Rudolf Moll, Roman Morger, Andreas Mörkofer, Rolf Muench, Markus Müller, Alois Müller, Oliver Müller, Adrian Müller, Otto Müller, Heinz Müller, Stephan Mumenthaler, Walter Nadalin, Martin Naville, Carlo

Nef, Markus Neuhaus, Bruno Niederer, François Nottaris, Kurt Nussbaum, Roy Nussbaum, Paul Nyffeler, Patrice A. Obrecht, Patrick Odier, Edgar Oehler, Marcel Ospel, Jean-Daniel Pasche, Christine Petitpierre-Mottier, Hans Peyer, Walter Pfluger, Charles Phillot, Hanspeter Pizzolato, Severin Plüss, Michael Plüss, Michael Plüss, Emanuel Probst, Peter Quadri, Roger Raeber, Jürg Rämi, Rudolf Ramsauer, Johannes Randegger, Otto Raunhardt, Ruedi Reichmuth, Jacqueline Reigner, Elmar Reize, Jean-Paul Renggli, Hanspeter Rentsch, Hansruedi Richli, Kurt Ricklin, René Riedel, Urs Rinderknecht, Hans-Peter Rohner, Peter Rohner, Daniel Rohr, Urs Philipp Roth, Sabine Ruf Häni, Hansjörg Rufer, Rudolf Ruppli, Daniel Rüthemann, Peter Rütli, Peter Ryser, Urs Sandmeier, Piero Schäfer, Hans P. Schaffner, Thomas Schaller, Theo Schaub, Rolf Schaumann, Hansjörg Schenker, Fritz Schiesser, Ruedi Schlittler, Bruno Schmid, Peter Schmid, Hans W. Schmid, Rolf Schmid, Fredy Schmidhauser, Andreas Schmidheini, Johann N. Schneider-Ammann, Christian Schnoz, Oliver Schnyder, Herbert H. Scholl, Danièle Schroeter, Peter Schütz, François Schwarzenbach, Thomas Schweizer, Urs Seit, Arthur Senn, Paul Sieber, Max Siegmann, Umberto Somaini, Peter Spenger, Gerda Spillmann, Udo Springer, Rudolf K. Sprüngli, Peter Spuhler, Stephan Spuler, Thomas Staehelin, Rudolf Stämpfli, Martin Steiger, Lutz Steinberg, Werner Steinegger, Peter Steiner, Andreas Steiner, Werner A. Stofer, Alfred Storck, Christof Sturm, Jürg W. Stutz, Walter Suter, Jean-Jacques Suter, Arnold Suter, Fritz Sutter, Jean-Paul Tardif, Jean-Noël Thélin, Claude Thomann, Lukas Thummel, Christoph Tobler, Karin Trümpp-Steffen, Franziska Tschudi, Urs Tschudin, André Uebersax, Hanspeter Ueltschi, Roger Unterberger, Ernst Utiger, Walter T. Vogel, Peter Vogel, Bruno Vogelsang, Peter Vogt, Valentin Vogt, Sabine von der Weid, Carl von Heeren, Felix Walker, Erich Walser, Rolf Walther, Heinz Wasser, Roman Weber, Rudolf Wehrli, Heinrich A. Weidmann, Ronald Weisbrod, Dieter Wemmer, Kaspar E.A. Wenger, Toni Wicki, Maurice Wicky, Dieter Widmer, Alfred Widmer, Viktor Wiederkehr, Andreas Wieland, Gabriela Winkler, Walter Wirz, Jost Wirz, Peter Wuffli, Andreas Zahn, Fritz Zahnd, Hjarri Zai, Hans-Peter Zehnder, Claudio Zehnder, Rudolf Zobrist, Jean Zwahlen, Albert Zwicker.

# Réexamen des tâches (II) : économise-t-on vraiment ?

Le réexamen des tâches auquel procède le Conseil fédéral est destiné à éviter un gonflement de l'appareil d'Etat. L'orientation est juste, mais la barre n'est pas placée assez haut.

Le Conseil fédéral voulait initialement réduire le budget de la Confédération de 10 à 20%. Mais cette cible n'est même plus une hypothèse de travail. Nous l'avons vu dans la dernière Newsletter, avec son réexamen systématique des tâches, le Conseil fédéral vise un objectif de croissance des dépenses de 3% par an jusqu'en 2015. Il n'est plus question d'un véritable amaigrissement de l'Etat.

## Hausse des dépenses dans tous les cas

Selon le Conseil fédéral, une croissance des dépenses de 3% par an pourrait stabiliser la quote-part de l'Etat. Un tel projet ne créerait pas de marge de manoeuvre de politique financière. Avec un taux de croissance de 3%, les dépenses supplémentaires se monteraient à 16 milliards de francs environ d'ici à 2015.

Or certains milieux ne se privent pas de taxer cette cible de croissance de 3% de démantèlement. Ils y opposent leurs propres scénarios. S'inspirant du

passé, ils tirent des conclusions concernant l'évolution future des dépenses. En moyenne, les dépenses augmenteraient ainsi de 4,5%. Ce chiffre englobe les charges supplémentaires imminentes qu'engendreront les assurances sociales, tenues pour acquises. Au total, l'accroissement de dépenses s'élèverait à plus de 23 mrd fr. par rapport à aujourd'hui. Et dans cette dis-

## «IL S'AGIT DE RESTER RAISONNABLE ET D'ÉVITER DE NOUVELLES DETTES»

ussion, on monte en épingle le montant de 8 milliards de francs sur lequel le Conseil fédéral veut agir en faisant passer le tout pour un «exercice d'économies». C'est une tromperie, puisque dans tous les cas de figure, les dépenses continuent d'augmenter.

## Le renchérissement fait aussi croître l'Etat

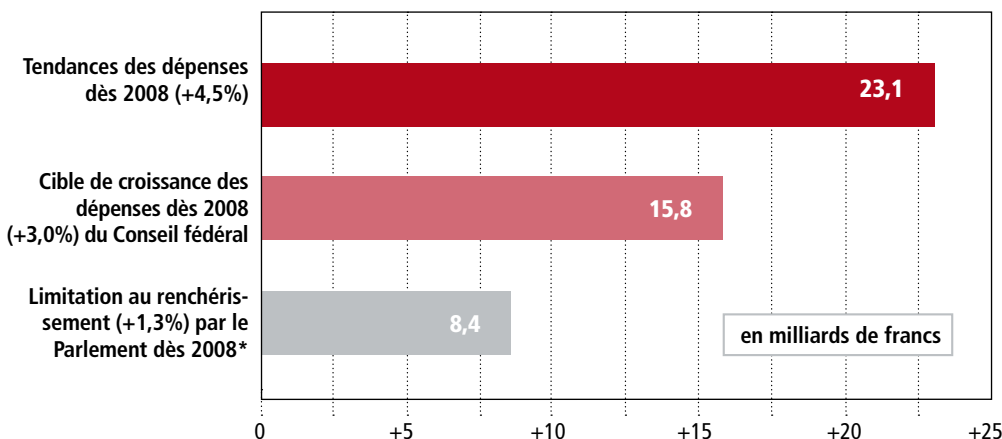
Il est impératif de fixer un objectif durable à la croissance des dépenses. Le Parlement a proposé, dans la motion Lauri, de

limiter la hausse des dépenses au renchérissement. Une évolution dans ce sens entraînerait une réduction de moitié des dépenses supplémentaires. Il n'y aurait aucun «démantèlement de l'Etat». Il s'agirait simplement de rester raisonnable et d'éviter de nouvelles dettes et hausses d'impôts. Si l'on n'y parvenait pas, le risque serait grand de devoir engager de nouveaux programmes d'allègements, comportant à nouveau dans certains cas de véritables coupes non ciblées. Les perspectives de recettes, actuellement bonnes, ne doivent pas tromper sur la situation à long terme.

Le prochain article montrera comment les dépenses supplémentaires se répartiront ces prochaines années en fonction des projections du Conseil fédéral et comment le secteur social s'imposera de plus en plus, au détriment d'autres secteurs de tâches importants. ■

**Pour toutes questions:**  
frank.marty@economiesuisse.ch

## Hausse des dépenses fédérales jusqu'en 2015 par rapport à 2006



\* Base: Motion Lauri

Sources: Compte d'Etat; PF 2008–2010; DFF-Communiqué de presse du 26.4.2006 relatif au réexamen des tâches

## PRIORITÉS DE NOS MEMBRES

### FRUIT-UNION SUISSE

Par rapport à sa population, la Suisse est l'un des pays les plus riches en fruits. Cette diversité se reflète dans la consommation. Le Suisse boit en moyenne chaque année 12 litres de jus de pomme et mange environ 19 kilos de pommes. Le secteur fruitier indigène est organisé au sein de Fruit-Union Suisse (FUS). Fruit-Union Suisse compte environ 3 500 membres producteurs de fruits, cidreries, distilleries et autres entreprises de transformation. Le siège de Zoug traite de questions spécifiques d'actualité, comme la promotion des ventes et la publicité générale. Les objectifs de Fruit-Union Suisse sont les suivants:

- Créer les conditions d'une concurrence équitable pour l'économie fruitière suisse vis-à-vis de l'étranger. Fruit-Union refuse le projet d'accord de libre-échange agricole entre la Suisse et l'UE, car les coûts de production et les différences de prix peuvent atteindre jusqu'à 100%. La part des coûts salariaux et sociaux non influençables représente 60% des coûts totaux de la production de petits fruits et de cerises. Cela relativise fortement les possibilités d'exportation de la branche fruitière. On redoute plutôt des pertes de production et de parts de marché. Fruit-Union Suisse propose des solutions de rechange, par exemple l'extension des accords bilatéraux ou un accord de libre-échange qui exclurait les produits frais.

- Au sein des organes de l'Union, les producteurs suisses de fruits et entreprises de transformation élaborent des modèles nationaux de commercialisation et des critères de qualité, testent de nouvelles qualités et font la promotion des ventes. Un tiers des consommateurs suisses connaît désormais le label «Suisse Garantie».

- Fruit-Union tient à bien informer les consommateurs. Elle offre une large palette de documentation pour les écoles et le public ainsi que du matériel publicitaire sur les fruits suisses et les produits à base de fruits.

### Informations complémentaires:

[www.swissfruit.ch](http://www.swissfruit.ch)  
[www.apfelsaft.ch](http://www.apfelsaft.ch)

Sombres perspectives pour les budgets publics: la montagne des dettes grossit



## Explosion des coûts dans le domaine social

economiesuisse salue le rapport du Conseil fédéral relatif à l'évolution de la dette et en appuie les principales conclusions. Il faudra du courage et de la discipline en matière de dépenses.

Si elle se veut durable, la politique financière doit être responsable. Elle ne doit pas dépendre d'embellies conjoncturelles ou de promesses électorales. Au cours de ces dernières décennies, on a enfreint sans vergogne le principe de durabilité.

### Endettement croissant depuis 1990

En comparaison internationale, l'endettement des collectivités publiques suisses a augmenté depuis 1990 dans une proportion supérieure à la moyenne (graphique page 1). Cette évolution réside dans les déficits chroniques et les opérations d'assainissement, à hauteur de milliards de francs, d'entreprises d'Etat inefficaces. Parallèlement à cette explosion de l'endettement, l'appareil de l'Etat, les dépenses et la charge fiscale ont crû massivement. L'hystérie relative aux «économies à tout crin» est donc un mythe.

Les perspectives financières sont sombres. Le Conseil fédéral s'attend, d'ici la fin de la période sur laquelle porte le plan financier, à un gonflement du budget

fédéral de quelque dix milliards de francs. A plus long terme, les dépenses, telles qu'elles apparaissent dans les projections concernant le réexamen des tâches, risquent de partir à la dérive dès 2015 déjà: en effet, les dépenses supplémentaires probables sont estimées à quelque 25 milliards de francs.

### Le social sur une pente glissante

C'est le secteur social qui sera à l'origine de cette explosion des coûts. Le rapport relatif à l'évolution de la dette met en évidence

### «LES PERSPECTIVES SONT TRÈS SOMBRES»

pour la première fois, et de manière transparente, les conséquences à long terme de ce dérapage dans le domaine social qui pourrait déboucher d'ici à 2025 sur un endettement de 125 milliards de francs, soit 15% supplémentaires du PIB. Si rien n'est fait pour corriger la situation, il faudra inévitablement opérer des coupes dans d'autres secteurs tels la formation, les transports, l'en-

vironnement, l'agriculture ou la sécurité. Cette évolution réduirait encore la capacité d'action de l'Etat.

### Limitier l'expansion au renchérissement

economiesuisse s'engage, dans l'intérêt du contribuable, à oeuvrer en vue d'éviter les errements de politique financière qui ont marqué les années nonante. Les programmes d'allègement budgétaire 2003 et 2004 ne sont de loin pas suffisants. Si l'on veut éviter des charges supplémentaires aux générations actuelles et futures sous forme de dettes ou d'augmentations d'impôts, la planification des dépenses devra respecter la courbe du renchérissement et il faudra adopter des réformes structurelles dans le cadre du réexamen des tâches. C'est ce qu'economiesuisse demande au Conseil fédéral et au Parlement. C'est le seul moyen de rester dans la cible fixée par la motion Lauri. ■

Pour toutes questions: pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

JOURNÉE DE L'UNICE

## Journée européenne de l'économie

La Confédération des entreprises européennes, UNICE, va organiser à nouveau cette année une rencontre européenne. La manifestation, qui enregistre un succès croissant, aura lieu le 17 octobre à Bruxelles. Lors de l'édition de l'année dernière, plus de mille leaders d'opinion des milieux de l'économie, de la politique et des médias ont répondu à l'appel de l'organisation mère européenne.

### Les questions économiques mondiales en discussion

La Journée de l'UNICE est l'occasion de nouer de nouvelles relations et de retrouver d'anciennes connaissances. Cette rencontre de Bruxelles, unique en son genre, est le lieu où les principaux protagonistes directement concernés peuvent discuter de questions économiques internationales. Une formule améliorée devrait permettre de renforcer encore l'interactivité en 2006. Les principaux ateliers de la Journée de l'UNICE sont consacrés aux défis du marché intérieur, à la stratégie européenne de la croissance et de l'emploi



Le UNICE DAY de l'an passé.

ainsi qu'à la libéralisation du commerce. Des personnalités de haut rang prendront part à cette rencontre. Parmi eux figurent le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le président du Parlement européen, Josep Borrell, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, le commissaire européen au commerce extérieur, Peter Mandelson, ainsi que d'autres membres européens de la Commission et plusieurs présidents d'associations économiques européennes. ■

Inscriptions en ligne sous: [www.unice.org](http://www.unice.org)

# Un enjeu essentiel pour la recherche et l'économie

Le séminaire organisé à Lausanne fin août par l'antenne romande d'économiesuisse a souligné l'importance de la propriété intellectuelle pour la recherche et l'industrie.



Damien Cottier (economiesuisse), Felix Addor, Thomas Cueni, Jean-Daniel Pasche, Gabriel Clerc, Chantal Balet Emery (responsable romande d'économiesuisse) et Patrick Odier (vice-président d'économiesuisse).

En introduction, Felix Addor, de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle, a rappelé que le brevet garantit l'équilibre entre stimulation de l'innovation, retour sur investissement, transparence et transmission du savoir. Il a insisté sur la différence entre l'invention, brevetable, et la découverte, qui ne l'est pas, différence capitale dans la biotech.

## Des lacunes législatives

Les horlogers sont aussi au front pour défendre la propriété intellectuelle, notamment en matière de marques et de design. On estime à 40 millions de pièces le nombre des fausses montres mises sur le marché

chaque année. La loi suisse présente des lacunes, a indiqué Jean-Daniel Pasche de la FH: aujourd'hui on ne peut pas saisir les contrefaçons que les touristes importent. La FH invite le Parlement à combler ces lacunes en profitant des débats actuels sur les brevets.

Thomas Cueni, d'Interpharma, a rappelé l'importance économique de l'industrie pharmaceutique et le caractère déterminant des brevets dans les investissements de recherche et les collaborations entre Hautes écoles et entreprises. La branche attend beaucoup du compromis qui rend plus stricts les critères permettant de breveter les séquences de gènes tout en

inscrivant dans la loi un large privilège de la recherche.

## Incitations pour les chercheurs

Les brevets attirent les investisseurs vers les start-up. Ils permettent aussi aux universités de publier leurs recherches tout en collaborant avec des entreprises. Le chef des relations industrielles de l'EPFL, Gabriel Clerc, a rappelé que les chercheurs des Hautes écoles soutiennent le compromis de la révision de la loi sur les brevets, car il a des aspects incitatifs et garantit la liberté de la recherche. ■

## Pour toutes questions:

damien.cottier@economiesuisse.ch  
www.innover.ch

## GRUPE D'EXPERTS POUR LES QUESTIONS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le groupe d'experts pour les questions de propriété intellectuelle d'économiesuisse (EGIP) se compose de représentants d'entreprises innovantes et des associations qui

les représentent. Les séances d'été du Groupe se déroulent à chaque fois dans une région de Suisse différente et par la visite d'une entreprise pratiquant la recherche. Cette

année, l'Emmental était à l'honneur, Berthoud précisément, où se trouve Ypsomed, une entreprise leader mondial dans les techniques médicales d'auto-injection.

## SYMPOSIUM

### Un job sous tension

L'image professionnelle du chef de la communication (Chief Communication Officer -CCO) s'est beaucoup modifiée ces vingt dernières années. Quelles exigences les entreprises formulent-elles aujourd'hui à leur égard? Exige-t-on une collaboration stratégique, des concepts créateurs de valeur, des plans de communication intégrés et des compétences? Ou les éléments décisifs résident-ils dans un style d'action efficace, la capacité de résister aux crises et un excellent réseau éprouvé parmi les leaders d'opinion et les médias?

A l'occasion de son septième symposium, le 23 novembre à Zurich, le HarbourClub lance le débat, sous différents angles. Un conseiller stratégique, Claudio Feser, CEO de McKinsey Suisse, précisera le rôle du chef de la communication d'un point de vue économique. Le chasseur de têtes Martin E. Heuberger, de Amrop Hever, abordera la question de la valeur d'un CCO. Le conseiller en communication Aloys Hirzel, de Hirzel. Neef. Schmid. Consultants, évoquera les problèmes d'acceptation de l'image professionnelle. Thierry Lalive d'Epinay, président du conseil d'administration des CFF, présentera le rôle du responsable de la communication en rapport avec le gouvernement d'entreprise. Enfin, Rolf Dörig, CEO de Swiss Life, s'exprimera sur le thème: «Je suis déjà chef de la communication! Pourquoi est-ce que j'en ai un malgré tout?».

L'après-midi, les défis qu'un chef de la communication doit concrètement relever feront l'objet d'ateliers. Quatre exemples seront présentés par Jan Bielinski, (Julius Bär), Hans-Peter Nehmer, (Hotelplan), Isabelle Welton, (IBM) et Stephan Howeg (Cablecom). Un débat animé par René Lüchinger, rédacteur en chef de Bilan, complètera le programme. ■

## Inscriptions et programme:

www.harbourclub.ch  
fredy.mueller@economiesuisse.ch

# eHealth: la contribution de l'économie est attendue

En exploitant les technologies de la communication et de l'information, eHealth accroîtra l'efficacité et aura des effets positifs sur les coûts de la santé.



eHealth vise à exploiter les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine de la santé. Bien que l'exemple d'autres secteurs montre que les TIC se traduisent à terme par une augmentation de la qualité, de l'efficacité et de la productivité, ces technologies ne s'implantent que lentement dans la santé. Le progrès résulte aujourd'hui surtout de l'innovation en matière de médicaments, de technologie médicale et de chirurgie. Un important potentiel d'innovation réside encore

dans les processus, notamment dans la collaboration entre fournisseurs de prestations. eHealth joue donc un rôle essentiel pour améliorer l'efficacité et la qualité.

## Stratégie générale de l'économie souhaitée

La Confédération souhaite publier sa stratégie eHealth à la fin 2006. A mi-parcours, cette stratégie n'est pas encore dessinée clairement. L'avis des milieux économiques compte : indépendamment de l'intérêt direct de

certaines membres, un surcroît d'efficacité se répercutera positivement sur les coûts de la santé, ce qui permettra de mettre en valeur des créneaux d'excellence spécifiquement suisses. L'OFS a annoncé une consultation pour fin octobre. D'ici là, les milieux économiques devraient avoir élaboré une stratégie commune aussi large que possible. Les membres intéressés sont invités à y collaborer. ■

## Pour toutes informations:

stefan.brupbacher@economiesuisse.ch

## Initiative COSA et formation

Le Comité romand du 25 août a accueilli Pascal Broulis, qui a expliqué l'opposition de son canton à COSA, et Alexander Zehnder, qui a présenté les défis du système de formation.

Le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis ne ménage pas ses efforts pour combattre COSA. Le chef des finances vaudoises ne veut pas que son budget soit amputé de près de 60 millions de francs, un montant correspondant au coût de 430 classes d'écoles primaires.

Présentant les défis du système de formation suisse, le

président du Conseil des EPF, Alexander Zehnder, a jugé bonnes les chances de la Suisse de développer de nouvelles technologies et de nouvelles entreprises. Il a insisté toutefois sur quelques conditions: entre autres mettre l'accent sur la concurrence entre Hautes écoles plutôt que sur la coordination; d'autre

part, insuffler plus l'esprit d'entreprise aux jeunes Suisses.

Le Comité romand réunit quatre fois par an les associations économiques et les partis bourgeois de Suisse romande. ■

## Pour toutes informations:

dominique.rochat@economiesuisse.ch

## Hôpitaux – patients et qualité au centre

Les hôpitaux coûtent cher et leurs coûts progressent rapidement. Les patients les financent, par leurs primes et leurs impôts, à hauteur de 1500 fr. chaque année. Mais ils ne peuvent choisir leur hôpital, sans en connaître la qualité d'ailleurs, qu'en contractant des assurances complémentaires. Les hôpitaux chers sont souvent mal notés sur le plan de la qualité. La transparence les pousserait à s'améliorer.

Au lieu d'étendre la planification hospitalière, qui a buté ces dix dernières années sur des intérêts particuliers, les milieux économiques soutiennent le modèle élaboré par des parlementaires et des experts, fondé sur l'introduction rapide de forfaits par cas:

■ Un régulateur fédéral définit la dotation minimale avec les cantons, les hôpitaux, la Confédération et les caisses. Il compare ensuite les prestations.

■ Les divisions hospitalières sont mesurées en termes de qualité et de coûts. Les indicateurs de qualité sont mis au point avec les organisations de médecins spécialisés.

■ Les divisions qui comptent parmi les 75 à 100% des meilleurs du pays bénéficient de l'obligation de contracter. Les autres doivent négocier avec les assurances ou sortir du système contractuel.

■ Les patients choisissent librement leur hôpital parmi ceux qui bénéficient de l'obligation de contracter.

Ainsi, les patients pourront faire de vrais choix sur la base d'informations fiables. La concurrence incitera les hôpitaux à innover et leur permettra de se positionner face à l'étranger. C'est ainsi que l'on créera le domaine d'excellence que le conseiller fédéral Couchepin cherche à promouvoir. Les adversaires de la réforme devront expliquer aux patients pourquoi ils n'auraient pas droit à la transparence et à la liberté de choix sur une question médicale essentielle. ■

## Pour toutes informations:

stefan.brupbacher@economiesuisse.ch

# OMC: le cycle de Doha gelé

Pour l'économie suisse, l'interruption des négociations de l'OMC est un signal négatif. Il est désormais nécessaire de réajuster la politique économique extérieure.



L'OMC vit une période de glaciation

Aujourd'hui, il n'y a que des «perdants», tels étaient les mots par lesquels Pascal Lamy, secrétaire général de l'OMC, a annoncé le gel du cycle de Doha fin juillet 2006. L'interruption du processus de négociations prive l'économie mondiale d'un gain de prospérité annuel de centaines de milliards de francs auquel la Suisse aurait aussi participé. L'OMC est aussi perdante, car elle sort affaiblie. Si les tentatives de réanimation en cours n'aboutissent pas au cours de ce

semestre, la conclusion du cycle de Doha pourrait être retardée de plusieurs années. La tendance à conclure des accords bilatéraux et régionaux se renforcera.

## Réformes internes nécessaires

La situation actuelle exige un nouvel ajustement de la stratégie suisse en matière d'économie extérieure : il s'agit d'accorder la priorité absolue à la conclusion d'accords bilatéraux avec des partenaires commerciaux im-

portants. Pour optimiser ses atouts, la Suisse doit améliorer son attrait. En l'absence de réformes rapides au niveau national, par exemple dans le domaine de l'agriculture, le processus nécessaire d'adaptation des structures serait retardé et notre marge de manœuvre dans le domaine des accords de libre-échange serait également mise en danger. ■

## Pour toutes questions:

gregor.kuendig@economiesuisse.ch

## LA COLONNE DE BRUXELLES

### Bilan positif de l'élargissement

On ne fait que commencer à saisir les mutations que l'adhésion des 10 nouveaux Etats membres a entraînées sur l'architecture et le fonctionnement de l'UE. Du point de vue des entreprises, le bilan de l'élargissement est très positif, qui a favorisé notamment une nouvelle division paneuropéenne du travail. On constate que les firmes exploitent les avantages comparatifs, ce qui renforce judicieusement la compétition entre les sites de production.

### Anciens et nouveaux gagnants

Dans les faits, le commerce accru entre les anciens et les nouveaux membres a constitué un multiplicateur de développement, qui a permis la création de milliers de places de travail dans les nouveaux Etats membres et qui a aidé les entreprises des anciens (en premier lieu l'Allemagne et l'Autriche) à rester concurrentielles. La Suisse profite directement de cet élargissement, pour avoir fortement accru ses échanges avec les nouveaux membres, mais aussi indirectement à travers l'augmentation induite de la



Florent Roduit, délégué à Bruxelles

demande globale en Allemagne en particulier, son principal partenaire commercial. Dans ce contexte, il ne fait aucun doute que le milliard de francs qu'elle s'apprête à engager pour soutenir la mise à niveau des nouveaux Etats membres se justifie, ne serait-ce que sous l'angle des affaires. Mais il se justifie aussi politiquement, si la Suisse souhaite faire de ces pays des alliés potentiels au sein de la citadelle communautaire. Dans nos relations avec l'UE, l'aide à l'Est représente un investissement utile et nécessaire. ■

## Pour toutes questions:

florent.rodut@economiesuisse.ch

# Investir dans le bilatéralisme

La votation de novembre sur la contribution suisse à la cohésion constituera un nouveau scrutin de politique européenne.

L'opposition à la contribution de cohésion est incompréhensible et risquée. Incompréhensible, parce qu'elle laisse totalement de côté les avantages qu'offre la voie bilatérale. Grâce aux accords bilatéraux, la Suisse bénéficie de l'accès au marché intérieur de l'UE, y compris aux marchés d'exportation dynamiques des nouveaux pays de l'UE. Les effets de croissance qui en résulteront sont de l'ordre de 1,4 milliard de francs par an.



C'est de bon augure pour l'emploi en Suisse. Par ailleurs, l'opération est risquée, car l'UE

n'apprécierait pas que la Suisse fasse machine arrière. Les Etats directement concernés en prendraient ombrage et le bilatéralisme s'en trouverait inutilement entravé.

La Suisse a accepté de participer à la cohésion parce qu'elle retirera quelque chose. Il ne faut pas remettre ces acquis en cause. ■

## Pour toutes questions:

heike.scholten@economiesuisse.ch





Le directeur Laurent Perrin a la fibre sociale. Felco produit un sécateur électrique qui permet la taille d'une simple pression du doigt.



Felco occupe quelque 150 personnes aux Geneveys-sur-Coffrane (NE)

## Felco, la Rolls du sécateur

Un sécateur électrique permettant de couper sans effort un bois très dur de 30 mm de diamètre: voilà l'un des produits de haute technologie que fabrique l'entreprise familiale neuchâteloise Felco.

Si pour vous un sécateur est un simple outil pour jardiner amateur, alors vous ne connaissez pas l'entreprise Felco établie aux Geneveys-sur-Coffrane, entre Neuchâtel et la Chaux-de-Fonds. Fondée en 1945, elle est mondialement connue pour ses sécateurs, cisailles et scies de haute qualité.

### Penser à tous les utilisateurs

Son directeur, Laurent Perrin, insiste sur l'investissement permanent accordé à l'amélioration des produits et la satisfaction de la clientèle. Car si les outils de Felco sont en général plus chers que ceux de la concurrence, la valeur ajoutée est bien là.

Felco a misé sur la qualité, la résistance et l'ergonomie. L'entreprise propose notamment des sécateurs pour gauchers, mais aussi des outils pour petites mains. Felco est aussi connue pour avoir créé un sécateur à poignée tournante : en répartissant la pression sur tous les doigts, il exige moins de force musculaire et évite tendinites et inflammations.

Laurent Perrin est fier de présenter aussi la dernière création de l'entreprise : le sécateur à deux mains muni de poignées en carbone, d'une légèreté im-

### «L'INDUSTRIE TRADITIONNELLE EST AUSSI SOURCE DE HAUTE TECHNOLOGIE»

pressionnante pour un outil de grandes dimensions. Parmi les produits phares, il cite aussi le Felco 800, qui n'est autre qu'un outil professionnel électroportatif qui permet à l'horticulteur de procéder à la taille d'une simple pression du doigt.

### Outils durables et majoritairement exportés

Felco fabrique aussi des cisailles à câble, un outil intéressant des entreprises de domaines variés, dont l'industrie des transports. La solidité des couteaux en acier trempé permet de couper les matériaux excessivement durs, par exemple des câbles d'acier jusqu'à 12 mm de diamètre ou des carcasses radiales de pneumatiques.

Felco est très attentive à proposer des outils durables, souligne Laurent Perrin. En effet, tous les éléments soumis à usure, comme les boulons, les lames et les contre-lames, sont remplaçables. Il n'y a donc pas besoin de racheter l'outil entier pour le remettre à neuf. Les poignées en alliage d'aluminium forgé sont garanties à vie et entièrement recyclables.

Comptant quelque 150 employés, l'entreprise affiche un chiffre d'affaires de 42 millions de francs. Nonante pour cent de la production est exportée dans une centaine de pays, principa-

lement les Etats-Unis et les grands pays européens. En phase d'expansion régulière, Felco a construit un nouveau bâtiment qu'elle a inauguré l'an passé pour ses soixante ans.

### Engagement social

Après une collaboration externe de plusieurs années avec une Fondation d'aide aux handicapés, Laurent Perrin a choisi d'intégrer ces personnes dans ses locaux. Leur atelier est ainsi situé dans l'usine même, ce qui renforce l'identification des 15 employés handicapés avec Felco. Le fait d'employer des gens de toutes les couches sociales de la population fait d'ailleurs la fierté de Laurent Perrin. Cet engagement va de pair avec le souci constant d'être au top en matière de productivité. ■

Pour plus d'informations: [www.felco.ch](http://www.felco.ch)

### TROIS SOUHAITS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

**1 FISCALITÉ:** que les administrations et les collectivités cessent d'inventer des taxes nouvelles qui ne servent pas à financer des prestations, mais à renflouer les budgets.

**2 ENERGIE:** non à l'extrémisme en matière d'environnement ou d'économies d'énergie. Pour l'en-

treprise, l'énergie est un facteur de coût. Elle cherche en permanence à le réduire et à éviter les gaspillages.

**3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE:** les industries traditionnelles qui réussissent sur les marchés d'exportation ont aussi un avenir en Suisse et sont aussi source de high-tech. Ne les oublions pas !

# CO<sub>2</sub>: premier pas vers plus d'impôts ?

La taxe CO<sub>2</sub> n'est qu'un premier pas. Des impôts nouveaux pourraient doubler le coût de l'énergie à long terme.

Le Conseil des Etats va devoir se prononcer prochainement sur l'introduction d'une taxe CO<sub>2</sub> sur les combustibles. Ce projet se fonde sur des prévisions du Conseil fédéral qui, sur la base d'hypothèses sous-estimant le prix du pétrole, annonçait la hausse croissante des émissions de CO<sub>2</sub>. Or, c'est le contraire qui s'est produit.

## La Suisse bien placée

La forte hausse des prix de l'énergie observée déjà depuis plus de deux ans déploie son ef-

fet. Plus de la moitié des nouvelles maisons familiales sont chauffées par la chaleur ambiante sans dégagement de CO<sub>2</sub>, et cette tendance est à la hausse. Il est donc superflu d'envisager de nouveaux impôts et des interventions de l'Etat. Une comparaison actuelle avec l'UE montre que notre pays est bien mieux placé qu'on ne le dit.

## Conséquences nuisibles pour l'industrie

Mais les partisans de la taxe sur le CO<sub>2</sub> en veulent beaucoup plus.



## Chauffer nous coûtera-t-il plus cher ?

Ils aimeraient faire renchérir de 20 milliards de francs les coûts de l'énergie actuels (25 mrd) sans égard pour les effets inévitables sur la place industrielle suisse. Il est évident que des mesures vo-

lontaires, tel le centime climatique, contribueraient beaucoup plus à la protection du climat. ■

**Pour toutes informations:**  
urs.naef@economiesuisse.ch

## COMMANDE DE DOCUMENTATION (compléter et faxer au 022 786 64 50)

- |   |   |   |
|---|---|---|
| <input type="checkbox"/> <b>newsletter</b><br>Bulletin d'informations paraissant 10 x par an. Gratuit.  | <input type="checkbox"/> <b>Marché postal: saisir les opportunités de croissance</b><br>Prise de position en faveur de l'ouverture complète du marché postal suisse. Gratuit. Téléchargeable sur <a href="http://www.economiesuisse.ch/f">www.economiesuisse.ch/f</a> | <input type="checkbox"/> <b>Universités et société de l'information. Comparaison de cinq instituts leaders et enseignements pour la Suisse.</b><br>Fr. 20.- + TVA et port. Téléchargeable gratuitement sur <a href="http://www.economiesuisse.ch/f">www.economiesuisse.ch/f</a> |
| <input type="checkbox"/> <b>Courriel hebdomadaire</b><br>Informations hebdomadaires par courrier électronique. Gratuit.   | <input type="checkbox"/> <b>Concept fiscal</b><br>Propositions de l'économie en vue du renouvellement du régime financier; 32 pages, Fr. 10.- + TVA et port. Téléchargeable gratuitement sur <a href="http://www.economiesuisse.ch/f">www.economiesuisse.ch/f</a>     | <input type="checkbox"/> <b>Politique économique 2006</b><br>Perspectives et points clés de politique économique. Fr. 50.- + TVA et port. Ce rapport annuel peut être téléchargé gratuitement sur <a href="http://www.economiesuisse.ch/f">www.economiesuisse.ch/f</a>          |
| <input type="checkbox"/> <b>dossierpolitique</b><br>Informations hebdomadaires (envoi postal). Gratuit.   | <input type="checkbox"/> <b>Concept des dépenses</b><br>Contribution de l'économie au débat sur les finances publiques Fr. 30.- + TVA et port. Téléchargeable gratuitement sur <a href="http://www.economiesuisse.ch/f">www.economiesuisse.ch/f</a>                   | <input type="checkbox"/> <b>Portrait d'economiesuisse</b><br>Domaines d'activités, prestations et objectifs de la Fédération des entreprises suisses. Brochure gratuite.  |
| <input type="checkbox"/> <b>Gouvernement d'entreprise Swiss Code of Best Practice</b><br>En français, anglais, allemand. Gratuit. Téléchargeable sur <a href="http://www.economiesuisse.ch/f">www.economiesuisse.ch/f</a> . |   |   |
| <input type="checkbox"/> <b>Le gouvernement d'entreprise en Suisse</b><br>Rapport du prof. Karl Hofstetter. Fr. 40.- + TVA et port. Gratuit sur <a href="http://www.economiesuisse.ch/f">www.economiesuisse.ch/f</a> .      |   |   |

COMMANDE     MODIFICATION D'ADRESSE

NOM .....	ENTREPRISE .....
PRÉNOM .....	RUE .....
FONCTION .....	N° POSTAL / LIEU .....
E-MAIL .....	

## IMPRESSUM

**Editeur:** economiesuisse, Fédération des entreprises suisses; **Rédacteur responsable:** Vincent Simon; **Adresse:** Carrefour de Rive 1, CP 3684, 1211 Genève 3; **Tél.** 022 786 66 81, **Fax** 022 786 64 50; **E-Mail:** [vincent.simon@economiesuisse.ch](mailto:vincent.simon@economiesuisse.ch); **Web:** [www.economiesuisse.ch](http://www.economiesuisse.ch) **Modifications d'adresses:** [karin.ben@economiesuisse.ch](mailto:karin.ben@economiesuisse.ch); **Fréquence de parution:** 10 x par an; **Réalisation:** Layout88 GmbH, 8008 Zürich; **Impression:** Imprimerie du Démocrate, Delémont

## CONSULTATIONS

### 29 septembre 2006

Conclusion d'un accord de double imposition avec le Costa Rica.  
**Contact:** [pascal.gentinetta@economiesuisse.ch](mailto:pascal.gentinetta@economiesuisse.ch)

### 29 septembre 2006

Conclusion d'un accord de double imposition avec Malte.  
**contact:** [pascal.gentinetta@economiesuisse.ch](mailto:pascal.gentinetta@economiesuisse.ch)

### 16 octobre 2006

Nouvelle loi sur le transfert du trafic de marchandises.  
**contact:** [regina.hunziker@economiesuisse.ch](mailto:regina.hunziker@economiesuisse.ch)

### 20 octobre 2006

Remplacement de la RSE. Projet Idée, solution électronique idéale à l'intention des exportateurs.  
**contact:** [peter.flueckiger@economiesuisse.ch](mailto:peter.flueckiger@economiesuisse.ch)

### 30 novembre 2006

Ordonnance sur le bruit des appareils et machines utilisés à l'extérieur (Ordonnance sur le bruit des machines, OBMa).  
**contact:** [urs.naef@economiesuisse.ch](mailto:urs.naef@economiesuisse.ch)

Les Membres souhaitant participer à une consultation peuvent demander le matériel à [economiesuisse.ch](mailto:economiesuisse.ch).